

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (2013)
Heft: 2007

Artikel: Votations alémaniques : beaucoup de non et quelques oui : manque de logements et population étrangère, deux préoccupations majeures
Autor: Jaggi, Yvette
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1014146>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 30.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Votations alémaniques: beaucoup de non et quelques oui

Manque de logements et population étrangère, deux préoccupations majeures

Yvette Jaggi - 23 septembre 2013 - URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/24274>

Ce dimanche, les citoyens des villes et cantons alémaniques avaient comme d'habitude, en plus des votations fédérales, un gros programme local.

Outre les sujets qui tournent à travers le pays – énergie, caisses de pension publiques, fusions de communes — deux préoccupations se confirment comme dominantes: la pénurie de logements et l'augmentation de la population étrangère. On sait combien la combinaison des deux questions peut s'avérer pernicieuse.

La construction de logements

En ville de Zurich, les citoyens ont dit un tout petit non (50,8%) au projet de nouveau [stade](#) dédié au football, en remplacement du *Hardturm* démoli en 2007, utilisable par les deux clubs de la métropole jouant en Superligue. Cet édifice représentait un investissement de 216 millions de francs, entièrement à la charge de la collectivité.

Les mêmes citoyens ont en revanche approuvé à deux contre un l'aménagement sur le même site de logements pour environ 500 personnes au prix de 103 millions de francs. Une approbation vaine puisqu'à défaut de stade Credit Suisse peut reprendre les terrains qu'il avait cédés à la Ville pour une affectation désormais

exclue. Autant dire que la négociation d'un nouvel échafaudage financier s'annonce difficile.

On n'a pas fini d'entendre que le *Letzigrund* avait été promptement mis aux normes pour une centaine de millions de francs en vue de l'Eurofoot 2008. Et que le nouveau stade a été victime, comme l'ex-futur Centre des congrès au bord du lac, d'une fatale addition d'oppositions diverses.

A [Winterthur](#), les votants ont refusé que la Ville vende pour dix millions un terrain sur lequel un investisseur voulait construire 117 logements de standing moyen et supérieur. A l'origine du référendum, les milieux de locataires préconisent une autre solution: au lieu de sacrifier les bijoux de la famille communale, la collectivité doit céder ses terrains en droit de superficie et encaisser une rémunération sur plusieurs décennies plutôt que d'un seul coup, au risque de mal utiliser cette recette unique.

A [Bâle-Ville](#), canton le plus densément habité de Suisse, la crise endémique du logement fait pour ainsi dire constitutivement matière à initiatives et votations populaires. Les citoyens viennent de refuser à une mince majorité de 51% une initiative demandant la gratuité

des actions engagées devant les tribunaux civils par les parties qui n'ont pu s'entendre en procédure de conciliation.

C'est en revanche le contre-projet à une autre initiative, émanant aussi de l'association des locataires et tendant à garantir «*un logement accessible et assuré pour tous*», qui a trouvé grâce auprès de 60,5% des votants. Ces derniers ont du coup donné un coup de pouce supplémentaire aux coopératives d'habitation, tout en n'excluant pas systématiquement la démolition d'immeubles par les investisseurs.

A Berne, c'est un autre type d'[habitat](#), résolument alternatif, que les citoyens ont approuvé: 54,2% des votants ont dit oui à la mise à disposition des «*nomades urbains*» et autres campeurs en ville d'un terrain-prairie situé non loin de l'autoroute, sur lequel les membres de l'association Alternative pourront légalement poser leurs baraques et autres résidences au confort délibérément limité.

La tolérance des Bernois à l'égard des habitants non conformistes a de la tradition: il y a plus de trente ans que les Zaffaraya se mettaient à «*écrire un chapitre de l'histoire de la ville*», comme le dit son

président actuel, le socialiste Alexander Tschäppät, par ailleurs conseiller national. Comme attendu de la part des habitants d'un quartier qui se sent de longue date défavorisé, les citoyens de Bethlehem-Bümplitz se retrouvent seuls à avoir refusé l'installation de la «*zone des huttes*» – comme ils étaient seuls à avoir approuvé en 2010 la fermeture et la vente de la fameuse *Reitschule*, cet ancien manège proche de la gare CFF de Berne qui fonctionne depuis des années comme centre autonome.

L'intégration des étrangers

Dans le canton de Zoug, un quart de la population n'a pas le passeport suisse mais celui de l'une des 147 nationalités représentées dans le plus riche canton de la Suisse centrale. Cette large palette rendait nécessaire une loi cantonale définissant les objectifs d'une politique d'intégration ainsi que les responsabilités et compétences pour l'application des dispositions fédérales. Le Grand Conseil a donc élaboré un texte sobre et clair auquel l'UDC n'a pas manqué

d'opposer un référendum.

En [votation populaire](#), la loi a échoué face à une argumentation du type: les Suisses qui émigrent doivent s'adapter et se débrouiller sur place, pourquoi devons-nous payer pour que les étrangers venus dans notre pays puissent se familiariser en douceur avec notre langue, nos lois et notre culture? L'excellente documentation livrée par les autorités n'a pas permis de prévenir un refus qui empêchera notamment une allocation efficiente de ces ressources que les opposants voulaient précisément limiter.

Dans le canton de Zurich, trois votants sur quatre ont refusé l'initiative demandant une extension de la démocratie par l'octroi aux étrangers du [droit de vote](#) au niveau communal. Pas de changement dans les vingt dernières années par rapport à la précédente consultation sur le sujet. Sauf un net progrès dans les arrondissements 4 et 5 de la ville de Zurich, où la gauche a ses racines, qui ont dit oui cette fois.

Partout ailleurs, et dans la totalité des 185 communes du canton, prévaut la doctrine selon laquelle la naturalisation reste le seul et unique moyen d'accéder à la citoyenneté. On voit d'ici l'incompréhension suscitée par les percées faites dans plusieurs cantons romands.

Dans le canton de Lucerne, les citoyens avaient à se prononcer sur une initiative populaire des Jeunes UDC, tendant à imposer le dialecte dans les [jardins d'enfants](#). Sagement, les votants ont préféré le contre-projet cantonal préconisant le *statu quo*, avec usage combiné du patois local et de l'allemand dit «*standard*» – mot que l'UDC emploie volontiers pour remplacer les qualificatifs à ses yeux trop flatteurs de bon, de haut ou d'écrit.

Entre linguistiquement correct et aspiration identitaire, les tenants du primat du dialecte ne savent décidément plus comment se garder de l'influence croissante des personnels bien formés et des mouvements culturels venus d'outre-Rhin.